
1^{ER} MAI

L'U2P dénonce une politique de gribouille

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, 14 avril 2026

Contacts presse

Jean-Côme Delerue
01 47 63 31 31
06 77 64 40 78
jcdelerue@u2p-france.fr

Pauline Wicky
01 47 63 31 31
06 73 19 57 64
pwicky@u2p-france.fr

PAGE 1 SUR 1

L'U2P est l'une des trois grandes organisations patronales françaises. Elle représente 3,4 millions d'entreprises, soit les 2/3 des entreprises françaises et réunit 5 organisations qui représentent ces catégories d'entreprises : la CAPEB (bâtiment), la CGAD (alimentation et hôtellerie restauration), la CNAMS (fabrication et services), l'UNAPL (professions libérales), et la CNATP (travaux publics et paysage).

L'U2P ne comprend pas que le Gouvernement se soit soumis aux injonctions des organisations syndicales de salariés, abandonnant en rase campagne le projet qui devait donner la possibilité à quelques professions limitativement signalées, dont les boulangers, de proposer aux salariés volontaires de travailler le 1^{er} mai moyennant un doublement du salaire journalier.

Les syndicats qui appellent au dialogue social devraient savoir que celui-ci a déjà eu lieu dans les branches professionnelles de la boulangerie, de l'artisanat alimentaire de détail et des fleuristes. Il aurait suffi que la loi vienne entériner les accords intervenus entre représentants des salariés et des employeurs. Au lieu de valoriser ce dialogue social, les syndicats ont préféré agiter un chiffon rouge.

Il est particulièrement regrettable que le Gouvernement n'ait pas attendu de rencontrer les représentants des chefs d'entreprise avant de prendre sa décision, affichant aussi son mépris pour la représentation nationale (Sénat et Assemblée nationale).

L'U2P statuera prochainement sur les conséquences qu'elle tirera de ce revirement gouvernemental.

Michel Picon a ajouté : « *Les artisans et commerçants ne comprennent rien à cette politique de gribouille. Il n'a jamais été question d'imposer une généralisation du travail le 1^{er} mai, mais juste de laisser la possibilité aux salariés de quelques commerces de proximité de travailler en vue d'améliorer leur pouvoir d'achat.* »